

Situation et perspectives de l'économie mondiale

L'ONU recommande une coopération économique au niveau mondial pour faire reculer la pauvreté et réduire les risques de récession.

Nations Unies, Genève, le 11 juillet 2006 – Le Secrétaire général adjoint José Antonio Ocampo recommande une action concertée des principales économies mondiales et un rôle accru des pays en développement dans le processus décisionnel.

S'adressant à la session en cours du Conseil économique et social de l'ONU, à quelques jours de la réunion du G8 à Saint-Petersbourg, M. Ocampo a expliqué que la modération de la croissance mondiale - qui, quoique toujours forte, a ralenti par rapport aux deux dernières années et devrait continuer à la baisse au cours du deuxième semestre 2006 – reflète un certain nombre de facteurs de risque.

L'un d'eux est le déséquilibre prolongé des finances mondiales, selon l'édition de mi-mandat de Situation et perspectives de l'économie mondiale 2006, le rapport à l'ECOSOC du Département des Affaires économiques et sociales de l'ONU. L'augmentation prévisible du déficit de la balance courante des Etats-Unis, qui devrait dépasser la barre des 900 milliards de dollars EU en 2006, accroît le risque d'une dévaluation soudaine et rapide d'un dollar déjà affaibli, assorti d'un ralentissement significatif de l'économie américaine qui infligera des dommages collatéraux à l'économie internationale.

Attention à un resserrement trop fort

A cela s'ajoute le danger que représenteraient des mesures de contraction monétaire en réponse à une inflation plus élevée, nourrie en partie par la hausse des prix du pétrole. Combinées aux effets adverses de chocs pétroliers, celles-ci pourraient, elles aussi, provoquer un brusque repli mondial.

Pour protéger et consolider la croissance économique mondiale, qui s'est avérée stable à grande échelle ces dernières années, une coopération internationale renforcée est nécessaire, surtout si l'on veut redresser les déséquilibres mondiaux tout en évitant une correction récessionniste aux Etats-Unis.

« Pour coordonner un ajustement mondial, il faudra adopter des mesures qui stimuleront l'épargne dans les pays à déficit et la demande intérieure dans les pays à excédent », recommande le rapport de l'ONU.

Le Secrétaire général adjoint Ocampo a indiqué que cette coordination macroéconomique exigeait un nouveau format impliquant un forum regroupant un plus grand nombre de pays que le G8. Il a invité le Fonds monétaire



Tableau 1. Croissance de la production mondiale, 2004-2006

Variation annuelle en pourcentage			
	2004	2005	2006
Production mondiale	4.1	3.6	3.6
Pays développés	3.2	2.7	2.7
Amérique du Nord	4.2	3.5	3.1
Europe occidentale	2.4	1.6	2.3
Asie et Océanie	2.3	2.7	2.8
Pays en transition	7.6	6.3	6.0
Europe du Sud et de l'Est	6.6	4.6	4.8
Communauté d'États indépendants	7.8	6.8	6.3
Pays en développement	6.9	6.1	6.2
Afrique	5.0	5.3	5.9
Asie de l'Est	7.9	7.3	7.3
Asie du Sud	7.0	6.7	6.3
Asie occidentale	6.5	5.1	5.2
Amérique latine et Caraïbes	5.8	4.5	4.6
Autres groupes			
Pays sans littoral	6.1	7.2	6.8
Pays les moins avancés	6.7	6.9	7.3
Petits États insulaires en développement	5.7	5.9	5.5
Afrique subsaharienne	5.7	5.5	6.6

Source: Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU.

international (FMI) à en prendre l'initiative et s'est félicité que le Comité monétaire et financier international ait accepté, au cours des réunions du FMI du printemps 2006, de mettre la surveillance multilatérale au cœur du plan de travail de cette institution.

Fortes tendances pour les pays pauvres ou en développement

Pour l'ONU, la croissance rapide du monde en développement dans son ensemble, y compris dans les 50 pays les moins avancés (PMA), représente une bonne nouvelle pour l'économie mondiale au cours de la période 2004-2006. Comme au cours des deux années précédentes, les économies en développement vont à nouveau enregistrer une expansion de plus de 6 pour cent en 2006, soit une croissance nettement plus élevée que les 2,7 pour cent des nations industrialisées (voir tableau). Le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU projette que les PMA atteindront un taux de croissance historique de 7 pour cent cette année.

Les taux de croissance robustes rapportés par les pays en développement dans leur ensemble reflètent un environnement économique international largement favorable. On peut citer l'allègement de la dette pour certains des pays les plus pauvres de la planète et une reprise des engagements des donateurs en ce qui concerne l'aide publique au développement (APD).

Cependant, comme le soulignent à la fois l'ONU et la Commission pour l'aide au développement de l'OCDE, les niveaux plus élevés d'APD sont liés à l'allègement de la dette, à l'aide alimentaire et aux secours d'urgence, ce qui signifie que le montant des ressources disponibles pour financer la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement n'est pas aussi élevé que les chiffres actuels l'indiquent. Obtenir que les donateurs s'acquittent des engagements pris pendant la période qui a précédé le Sommet mondial des Nations Unies en 2005 et faire passer une aide accrue par l'intermédiaire des budgets des pays récipiendaires restent une véritable gageure.

Dans leur ensemble, les pays en développement continuent de jouir d'une croissance de 7 pour cent dans le domaine des échanges internationaux et plusieurs d'entre eux sont en train d'accroître leurs parts de marché. Une expansion économique vigoureuse dans les économies en développement les plus importantes, en particulier en Chine, continue de renforcer la demande en matières premières. Les flux de capital privé en direction des économies de marché émergentes sont restés robustes jusqu'au premier trimestre 2005 et pour beaucoup de pays, les primes de risque sont retombées à des niveaux inférieurs à ceux qui avaient cours avant la crise asiatique de 1997.

Volatilité des prix des matières premières

L'augmentation rapide des échanges internationaux ajoutée aux prix élevés des matières premières et à des taux d'intérêt assez bas a favorisé la croissance dans le monde en développement au cours des dernières années. Mais les risques se font plus nombreux.

La tendance durable à la hausse des prix des matières premières est « problématique », selon l'ONU. Ce n'est pas seulement la demande qui les fait grimper, mais aussi des facteurs non-économiques comme les incertitudes géopolitiques et la spéculation sur les marchés. Ces facteurs ont contribué à rendre les prix plus volatiles et « les pays exportateurs de matières premières devraient être vigilants quant au risque d'un renversement soudain des prix. »

De plus, la hausse des taux d'intérêt dans les pays industrialisés s'est doublée ces derniers mois d'un comportement

de type flight to safety des marchés financiers, ce qui signifie que les pays en développement bénéficient de financements réduits, mais à des coûts plus élevés.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter Tim Wall du Département de l'information publique de l'ONU, section Développement, 1-212-963-5851, wallt@un.org. Pour le DAES de l'ONU, contacter Rob Vos, 1-917-399-2084 et à Genève, Olav HUSLID/UNOG/GVA/UNO@UNGVA.